



**Physionomie
des marchés**

Marché de fin de semaine.
Quelques couvertures sur
les valeurs spéculatives ont
raffermi leurs cours.
Par contre les valeurs de
portefeuille étaient plutôt dé-
laissées.
Clôture calme, tendance in-
décise.

VALEURS

New-York, 3 (Service Pri-
vé). — Le marché des valeurs
a baissé au cours d'affaires
modérées par suite de l'ex-
tension des grèves et la dé-
ception concernant l'issue de
la conférence de Londres.

Les Aéronautiques, les Pé-
trolifères et les Métallurgi-
ques haussèrent bien que les
autres compartiments étaient
baissiers. La demande fut at-
tribuée aux meilleures pers-
pectives fiscales jointes aux
autres facteurs haussiers ré-
cemment mentionnés.
La clôture fut irrégulière.

Paris 4 octobre 1945.
A l'ouverture de la séance, le
marché se trouve en présence
de nombreuses prises de béné-
fice, qui affectent surtout les
valeurs les plus favorisées pré-
cédemment. Peu après l'établis-
sement des premiers cours, une
fois les offres absorbées, assez
facilement d'ailleurs, la cote se
redresse et s'inscrit en meilleu-
re orientation.

Sur divers groupes, de nom-
breux titres sont encore très
discutés, et la fixation de leur
cours s'effectue très tardive-
ment.
Les Rentes sont bien soute-
nues, légèrement au dessus de
leur cotes précédentes. Indécis-
sion des Banques après un dé-
but lourd. La SUEZ, en vive
réaction à l'ouverture, s'amé-
liore sensiblement par la suite,
mais on n'enregistre pas moins
une perte importante par rap-
port à la veille.

Recul marqué des Produits
Chimiques; irrégularité des
Caoutchoutières Indochinoises.
Aux Internationales, tendan-
ce irrégulièrement orientée.
Bonne tenue des Mines d'Or et
résistance des Pétrolifères.

Londres, 4 (Service Pri-
vé). — Le marché des valeurs
a été de nouveau calme au-
jourd'hui et il y a tendance à
attendre le budget.

Le marché fut peu affecté
par la déclaration du Chan-
celier de l'Echiquier d'hier
soir.

Il y eut une calme demande
de placement parmi les In-
dustrielles notamment les Ta-
bacs ainsi que les Rayonnes.
Les Magasins furent l'objet
d'une certaine attention mais
les Industries lourdes étaient
enclines à baisser.
Il y eut peu d'intérêt pour
les Fonds d'Etat et les titres
étrangers et moins d'intérêt
pour les Internationales tan-
dis que les Kaffirs qui ou-
vrirent fermes réagirent sur
des prises de bénéfices.

COTON

New-York, 4 (Service Pri-
vé). — Les contrats ont ou-
vert très soutenus, avec l'Oc-
tobre en baisse de 1 p. et les
mois après Octobre avec 4 p.
à 11 p. de hausse.

(Lire la suite en 4ème page)

UNE OPINION AUTORISEE

**Les rapports économiques
anglo-américains et les relations
commerciales avec les pays
du Proche-Orient**

Intéressantes déclarations
de S.E. Ahmed Abboud Pacha



On se rappelle l'émoi causé
par la brusque cessation
du « Lend and Lease ». En
Angleterre ce fut comme un
coup de foudre. Le public
britannique en fut abasourdi,
mais il ne perdit pas son
sang-froid. C'est ce que nous
a déclaré S.E. Ahmed Abboud
Pacha, qui vient de rentrer
de Grande-Bretagne, où il se
trouvait au moment de cet
important événement.

S.E. Abboud Pacha connaît
bien les Anglais. Il comprend
également fort bien les Amé-
ricains. Il s'est rendu à plu-
sieurs reprises aux Etats-
Unis, et pour la dernière fois
encore l'année passée. Indus-
triel, homme d'affaires, oc-
cupant une place de tout pre-
mier plan non seulement en
Egypte, mais également à l'é-
tranger, le dynamique admi-
nistrateur-délégué des Sucre-
ries d'Egypte était tout indi-
qué pour émettre une opinion
autorisée sur les rapports é-
conomiques anglo-américains
et les relations commerciales
avec les pays du Proche-
Orient.

— Aussi bien M. Attlee que
M. Churchill, nous déclara
Abboud Pacha, c'est-à-dire
tant les travaillistes que les
conservateurs, n'ont pas man-
qué de montrer leur mécon-
tentement à la suite de la
mesure grave qui frappait la
Grande-Bretagne. La cessa-
tion du « Lend and Lease »
était un coup dur. Mais tous
les partis étaient unanimes
à ne faire aucune récrimina-
tion et à se mettre immédia-
tement à l'œuvre pour parer
aux conséquences de cette
mesure. La lutte allait être
dure, mais la confiance du
peuple britannique est gran-
de. Les sacrifices nécessaires
seront faits.

— Vous savez sans doute
qu'une Commission Britanni-
que se trouve en ce moment
aux Etats-Unis pour discuter
de la question Les rapports é-
conomiques anglo-américains
sont à l'étude. Le problème
est certes fort complexe, sur-
tout la question des dollars
et du bloc-sterling. Mais je
suis sûr qu'un accord satis-
faisant sera conclu.

— Les Etats-Unis avant la
guerre n'exportaient que le
6% de leur production indus-
trielle. Or, les besoins de la
guerre ont amené une exten-
sion à l'extrême de l'outilla-

ge industriel du pays. Avec
la fin des hostilités, il s'est
posé un problème auquel on
ne pouvait appliquer que deux
solutions. Soit restreindre
l'activité industrielle du pays
pour la ramener au niveau
d'avant-guerre, avec toutes
ses conséquences : fermeture
d'usines, chômage, difficultés
d'ordre social; soit continuer
à produire beaucoup et déve-
lopper au maximum les ex-
portations. L'avenir nous in-
diquera à laquelle des deux
solutions les Etats-Unis se
seront rangés.

— Il y a la concurrence bri-
tannique. Il y a le bloc-ster-
ling. Eh! bien, il y a de la
place pour tout le monde. L'é-
limination de l'Allemagne et
du Japon, les nombreuses des-
tructions provoquées dans la
plupart des pays de l'Europe,
ont créé un marché immense
sur lequel Etats-Unis et Gran-
de-Bretagne peuvent se com-
pléter harmonieusement et
non pas se faire la concurrence.
Il s'agit simplement
d'arriver à un accord Et je
suis sûr qu'on y arrivera.

— En ce qui concerne les
pays du Proche-Orient, le pro-
blème est double. D'un côté
la Grande-Bretagne doit à ces
pays plusieurs centaines de
millions de livres, et de l'aut-
re, ces pays manquent de
dollars. Il paraît donc logi-
que la Grande-Breta-
gne conserve une sorte
de prédominance commerciale
dans ces pays, surtout pour
pouvoir rembourser ses det-
tes.

Cependant, la dette est
trop grande. Ensuite l'indus-
trie britannique n'est pas en-
core à même de fournir tous
ces marchés de tous les pro-
duits dont ils ont besoin d'ur-
gence. Enfin, la Grande-Bre-
tagne ne doit-elle pas exporter
vers les pays auprès des-
quels elle pourra se procurer
des devises rares ?

Aussi considérant l'intérêt
de ces pays du Proche-Orient
auxquels l'Angleterre est at-
tachée par des liens séculai-
res, il y a lieu de prévoir
qu'une entente pourrait être
conclue entre la Grande-Bre-
tagne et les Etats-Unis, ten-
dant à établir mutuellement
le meilleur mode d'exporta-
tion, à savoir que si les Etats-
Unis accroissent leurs en-
vois au Proche-Orient, ils
achèteraient également sur
une plus large échelle de ses
clients. Un équilibre com-
mercial serait ainsi établi.

— Pour conclure, je dirais
que l'avenir des relations é-
conomiques anglo-américains
dépend avant tout de la Con-
férence financière et écono-
mique qui se tient actuelle-
ment à Washington. Je re-
nouvelle mon optimisme quant
à son issue, me basant sur
ma connaissance tant du ca-
ractère britannique que de
celui des américains. Les
deux peuples sont faits pour
collaborer ensemble, pour le
bien du monde, tant politi-
quement qu'économiquement.

Léon Neuman.

**Une division
d'infanterie britannique
en route pour l'Egypte**

IL S'AGIT DE LA
« DIVISION DE FER »
QUI SE TROUVAIT
EN RESERVE
STRATEGIQUE
EN BELGIQUE

Q.G. de l'Armée Britan-
nique du Rhin, le 4. —
(Reuter). — La troisième
division d'infanterie britan-
nique, connue sous le
nom de « division de fer »,
qui a été commandée à un
certain moment par le
maréchal Montgomery,
s'apprête à se rendre en
Egypte, annonce-t-on of-
ficiellement aujourd'hui.
Commandée par le ma-
jor-général L.G. Whistler,
la division se trouvait en
réserve stratégique en
Belgique.

Avis de Sociétés

**NILE TEXTILE
COMPANY S.A.E.**

Société Anonyme
Egyptienne

Extrait du procès verbal de
l'Assemblée Générale Extraor-
dinaire des Actionnaires tenue
au Siège Social le mardi 2 Oc-
tobre 1945, à midi.

L'Assemblée, à l'unanimité
des membres présents ou re-
présentés, porteurs de la totali-
té des actions de la société,
prend les résolutions suivantes:
1 — Décide de porter le ca-
pital social de L.E. 200.000 à
L.E. 400.000 par l'émission de
50.000 actions nouvelles de L.E.
4 chacune exclusivement ré-
servées aux actionnaires à rai-
son d'une action nouvelle pour
une action ancienne.

2 — Décide de modifier l'art.
5 des Statuts et de le remplacer
par le texte suivant:
« Le capital social est fixé
à L.E. 400.000 représenté par
100.000 actions de L.E. 4 cha-
cune. »

3 — Décide que le versement
du montant des nouvelles ac-
tions doit s'effectuer à la Bar-
clays Bank Dominion, Colonial
and Overseas), Alexandria et
Mouski, contre présentation des
anciennes actions et estampilla-
ge de la mention « DROIT EX-
ERCISE »; et fixe pour la sous-
cription et le versement du
montant des nouvelles actions
un délai de deux mois allant
du 15 Octobre au 15 Décembre
1945; passé ce délai, les nou-
velles actions qui ne seront pas
souscrites seront attribuées au
pro rata aux actionnaires qui au-
ront souscrit.

4 — Accepte la démission
de MM. Ello Politti et Youssef
Farès du Conseil d'Administra-
tion de la Société et leur donne
quitus pour leur gestion.

5 — Ratifie la nomination
d'administrateur de ABDEL
HAMID HAMDI BEY.

6 — Ratifie le paiement du
coupon intérimaire de P.T. 107
distribués aux 18.750 actions ex-
istant au 30 Avril 1945 (cou-
pon No. 4), sous déduction des
impôts.

7 — Confirme la décision
prise par l'Assemblée du 11 Mai
1945 aux termes de laquelle le
solde des bénéfices de l'exercice
1945 sera attribué aux
50.000 actions anciennes exis-
tant actuellement, contre cou-
pon No. 5; les 50.000 actions
nouvelles émises par décision
de la présente Assemblée avec
coupon No. 6, n'ayant droit de
jouissance qu'à partir de l'ex-
ercice commençant le 1er Jan-
vier 1946.

Le Caire, le 3 Octobre 1945
LE VICE-PRESIDENT DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION
(188A).



Le Chocolat Royal
a prouvé ses qualités
durant la guerre.
Il vous les prouvera
aussi durant la paix.

The ROYAL CHOCOLATE WORKS
of Egypt

LA JOURNÉE

— S.M. le Roi a signé le rescrit portant abolition de
la loi martiale à partir de dimanche.
— M. Byrnes ferait prochainement une déclaration à
la radio pour expliquer l'échec de la conférence de Lon-
dres aux Américains parmi lesquels on remarque une ten-
dence à retourner à l'isolationnisme.
— Les principales artères de Jérusalem ont été cer-
nées et fouillées par la police britannique.
— Azzam bey déclare à Londres que si le partage est
une solution, la Ligue Arabe examinera la question, mais
il réaffirme qu'elle est opposée à toute domination de la
Palestine par les Juifs, voulant une égalité complète pour
tous ses habitants.
— Le procès de Laval a été marqué par de nom-
breux incidents après que les avocats de l'accusé aient re-
fusé de plaider par suite du manque de temps pour l'in-
struction.
Ayant assumé sa propre défense, Laval a été expulsé
de la salle et n'assistera pas à l'audience d'aujourd'hui.
— La Banque d'Angleterre réaffirme qu'il n'y a aucu-
ne intention de dévaluer la livre sterling.
— Gaston Bergery, ancien ambassadeur de Vichy à
Ankara va rentrer en France.
— Le général Mac Arthur ordonne la dissolution de
la police politique japonaise et la libération de tous les
détenus politiques.
— Le gouvernement japonais a démissionné.
— On annonce officiellement que la 3ème. division
britannique stationnée en Belgique a reçu l'ordre de par-
tir pour l'Egypte.
— On dit que les Etats-Unis prêteraient cinq mil-
liards de dollars à la Grande-Bretagne à condition que la
dette sterling soit complètement supprimée.
— Le «Skymaster» est arrivé à Washington, terminant
son périple autour du monde.
— M. Arthur Fraser a été nommé administrateur-
résident au conseil d'administration de la Compagnie du
Canal de Suez.
— Le général Golikov répète l'accusation que des
organisations anti-soviétiques font de la propagande dans
les zones alliées en Allemagne pour pousser les citoyens so-
viétiques à ne pas rentrer en Russie.
— M. Blum demande aux Français de voter pour un
nouveau système.

**CHANGES -- Le taux sterling - dollar,
à 3 mois est de: 3.99 1/2**

Permis d'importation pour la Hollande

Après la France, la Bel-
gique, nous allons pou-
voir importer de
Hollande!
landes peuvent présenter leur
demandes de permis en LI-
VRES STERLING.
Un avis officiel paraîtra
dans le prochain «Journal Of-
ficiel» à ce sujet.
Les importateurs intéres-
sés au commerce avec la Hol-
E. B.

**GALE & MOUNT LIMITED
LONDON**

Wish to inform their Clients in Egypt that the
following commodities are for export:

Glassware
Plastic Products for Domestic & Electrician's Use
Polishes
Lighters
Tan Sad Folding Prams
Satin Ribbons & Leno Voile

For particulars please apply to:

**THE ALEXANDRIA TRADING
& COMMISSION AGENCY**

18, Boulevard Saad Zaghloul, Tél. 22598

HUILE POUR ROUGE TURC

50% — 80% — 100%

ET TOUT AUTRE DOSAGE DEMANDE

**HUILE DE RICIN
SULFATE D'ALUMINE
SULFATE FERREUX**

EN STOCK A PRIX AVANTAGEUX

COMMERCIAL & AGENCY OF EGYPT Co. Ltd.

LE CAIRE

ALEXANDRIE

Tél. 40731 - 46487 - 56388

Tél. 21721 - 21062

LA RECONVERSION AUX ETATS-UNIS

De la Guerre à la Paix; Un tour de force

La fin soudaine de la guerre contre le Japon a entraîné la transformation totale de toutes les précisions relatives à la «reconversion» industrielle des Etats-Unis.

M. Snyder, Directeur de l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion, que nous publions ci-dessous, expose les derniers aspects de la question.

VI. — PROGRAMME LEGISLATIF.

Pour activer la reconversion et pour diminuer toute détresse extrême pendant la période de transition, un certain nombre de mesures législatives sont nécessaires.

QUESTIONS ET REPOSES

DEMobilISATION ET CONSCRIPTION.

1. — A quelle cadence l'Armée va-t-elle démobiliser ses hommes ?

Réponse. — Aussi rapidement que possible. Actuellement l'Armée démobilise à la cadence de 170 mille hommes par mois.

2. — A quelle cadence la Marine va-t-elle démobiliser ses hommes ?

R. — La Marine va commencer à démobiliser de suite. Le chiffre éventuel de la démobilisation dépendra de l'importance de la Marine du temps de paix et des zones que la Marine devra contrôler.

3. — A quelle cadence les Services de Femmes en Uniforme seront-ils démobilisés ?

R. — La démobilisation de tous les Services féminins sera réalisée dans les mêmes conditions que celle des services masculins.

4. — Sur quelle base et dans quel ordre les hommes seront-ils libérés du Service Armé ?

R. — L'Armée continuera à employer le système des «points» (1). — Il libérera, en premier lieu, les hommes ayant les états de service en campagne les meilleurs et les plus longs, ainsi que le plus grand nombre de personnes à leur charge.

5. — En combien de temps la reconversion peut-elle être accomplie ?

R. Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11. — Quel est le mécanisme établi en vue de la liquidation des contrats annulés ?

R. — Le Bureau de Liquidation des Contrats, institué par le Congrès et les organismes contractants travaillent depuis longtemps à l'étude des procédures à suivre pour la liquidation rapide des contrats.

12. — Quel est le mécanisme établi en vue de hâter la reconversion des usines ?

R. — L'été dernier, le Bureau de la Production de guerre prit des dispositions pour permettre des mesures préliminaires de reconversion.

R. — Le manque de matériaux, de main-d'œuvre et parfois de moyens, créé par les continuel et immenses besoins de la guerre du Pacifique, ont forcément limité ce programme dans les derniers temps.

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

R. — L'extraction, la fonderie et le traitement des matières premières telles que le fer et l'acier, le cuivre et l'aluminium continueront à fournir, dans une certaine mesure, les produits du temps de paix, principalement pour les besoins militaires; mais cette production pourra rapidement s'accroître pour répondre aux besoins de la consommation civile.

R. — Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix, requise pour utiliser la main-d'œuvre d'une façon complète.

Il faudra même plus longtemps, à l'industrie du bâtiment pour organiser ses programmes de main-d'œuvre, équipement et fournitures nécessaires pour atteindre le niveau de 15 milliards de dollars prévu pour une économie à plein rendement.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11. — Quel est le mécanisme établi en vue de la liquidation des contrats annulés ?

R. — Le Bureau de Liquidation des Contrats, institué par le Congrès et les organismes contractants travaillent depuis longtemps à l'étude des procédures à suivre pour la liquidation rapide des contrats.

12. — Quel est le mécanisme établi en vue de hâter la reconversion des usines ?

R. — L'été dernier, le Bureau de la Production de guerre prit des dispositions pour permettre des mesures préliminaires de reconversion.

R. — Le manque de matériaux, de main-d'œuvre et parfois de moyens, créé par les continuel et immenses besoins de la guerre du Pacifique, ont forcément limité ce programme dans les derniers temps.

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

La victoire totale que nous avons remportée sur nos ennemis a été le résultat inévitable et légitime de notre mobilisation totale pour la guerre.

Les perspectives pour cette victoire pacifique sont favorables, mais elle ne sera remportée ni aisément ni immédiatement. Il ne faut pas mâcher les mots. La brusque résiliation de la plus grande partie des contrats de guerre causera un bouleversement immédiat et important de notre économie.

Partout où la suppression immédiate de la réglementation permettra d'accroître plus rapidement la production, cette suppression aura lieu. Partout où la suppression immédiate de la réglementation entraînera des conditions chaotiques, provoquera des embouteillages, ou produira une lutte désordonnée pour obtenir des marchandises, on maintiendra cette réglementation.

Le passage de la production de guerre maxima à la production de paix minima nécessite l'application immédiate d'un certain nombre de mesures. Les usines et l'outillage, les matériaux et la main-d'œuvre engagés dans la production de guerre doivent être libérés par la résiliation immédiate que tous les contrats de guerre qui ne sont plus nécessaires.

Les contrats terminés doivent être rapidement liquidés, les installations dégagees. Les industriels doivent préparer leurs plans de production et de développement pour le temps de paix, et ils doivent agir rapidement.

QUATRE OBJECTIFS ECONOMIQUES :

Maintenant que la paix est revenue, le but de notre économie est, en un certain sens, le même qu'en temps de guerre : produire. Seule une production et dépassant tout ce qu'a vu notre pays ou tout autre pays, permettra d'atteindre les autres principaux objectifs économiques qui se présentent à nous dans les mois à venir.

- 1) du travail pour tous ceux qui le désirent et qui sont capables de travailler ; 2) l'élevation régulière du niveau de vie ; 3) la stabilisation de notre économie afin d'éviter toute inflation ou déflation qui serait désastreuse ; 4) de plus grandes facilités accordées à nos agriculteurs et à nos commerçants.

En fait, l'urgence nécessite d'accroître la production de paix constituée la clef de voûte de toute politique économique et de tout projet de gouvernement. Chaque mesure prise par l'Office de la Mobilisation de guerre et de la Reconversion et tout plan ou toute action réalisée par cet organisme est orientée vers ce but primordial.

LES PERSPECTIVES IMMEDIATES :

Aucune nécessité majeure de la guerre ne nous empêche désormais de consacrer nos énergies à réaliser la prospérité. Le moment de notre épreuve est arrivé.

Mes prédécesseurs, les ministres Byrnes et Vinson, ont pris l'initiative de réunir les chefs des principaux organismes de guerre afin de préciser la politique à suivre, de faire des plans et de préparer la reconversion. J'ai continué à tenir régulièrement ces réunions et j'ai, en outre, institué une commission de la reconversion composée des représentants des organismes administratifs afin d'être sûr que les efforts que le gouvernement consacre à cette tâche importante soient groupés.

Je ne sous-estime pas l'ampleur de la tâche à accomplir, mais j'ai confiance dans le résultat. Le peuple américain a surmonté les problèmes de guerre. On ne peut imaginer qu'il ne viendra pas à bout des problèmes de paix.

Nous savons que, pendant un certain temps, nous subirons un chômage sérieux. Il résulte inévitablement du fait que la rapidité avec laquelle les hommes et les femmes seront libérés de l'industrie de guerre, et des forces armées, les empêchera de retrouver du travail immédiatement.

Mais nous ne reviendrons pas à de longues périodes de chômage. Les travailleurs, les hommes d'affaires, les agriculteurs, aussi bien que l'homme de la rue et son gouvernement sont tous décidés à ce que nous consacrons notre capacité de production à la fourniture de biens et de services pour la paix.

Nous aurons besoin de ces biens car les demandes intérieures et étrangères, longtemps contenues, occuperont pendant une certaine période notre capacité de production. Nos programmes économiques seraient incomplets s'ils ne reconnaissaient pas de façon spéciale les besoins urgents des pays libérés.

Notre rôle sera d'assurer à ces pays le maximum de fournitures qui les aidera à se remettre sur pied, non seulement pour protéger la paix et l'ordre, mais pour qu'ils puissent de nouveau prendre leur place comme fournisseurs et clients dans une économie mondiale prospère.

Ce n'est ni en une semaine, ni en un mois que nous atteindrons notre but. Mais nous prenons les premières mesures qui nous permettront de l'atteindre. Ce rapport n'essaie pas de définir un programme complet. Dans notre économie libre, il n'y a pas de place pour un plan d'ensemble rigide qui ordonnerait chaque mouvement à tous les détours du chemin.

Néanmoins des plans détaillés ont été établis par divers organismes gouvernementaux sous la direction de l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

l'Office de la Mobilisation de Guerre et de la Reconversion. Ils seront rendus publics par les dirigeants de ces organismes, et, par leur action ultérieure, à mesure que le pays supprimera son économie de guerre et qu'il s'orientera vers la production de paix.

For Marine Insurance of every description apply to: Standard Marine Insurance Company Ltd. THE LONDON & LANCASHIRE INSURANCE Co. Ltd. General Agents for Egypt: R. J. MOSS & Co. Moss Hutchison Line Ltd. Succrs. 11, Rue Fouad Ier. . P.O.B. 188, Alexandria Teleph: No. 25693 (R.C. Alex. 5227)

I. — CONTRATS MILITAIRES. Tous les contrats militaires doivent être immédiatement terminés — sauf ceux qui sont nécessaires à des fins expérimentales et pour l'entretien et le ravitaillement des forces armées. Le Ministère de la Guerre prend immédiatement des mesures pour diminuer de 94 à 100 pour cent ses acquisitions d'avions, d'artillerie, de munitions et d'autres armes. La catégorie d'achats qui restera la plus importante, celle des produits alimentaires, sera diminuée aussi vite que le permettra la démobilisation.

Des augmentations de salaires et de prix seront autorisées pour corriger les taux des salaires inférieurs, soulager la détresse de travailleurs ou d'entreprises individuelles et quand ce sera nécessaire provoquer une hausse de la production.

III. — CHOMAGE ET MAIN-D'ŒUVRE.

Tous les contrôles de main-d'œuvre seront supprimés et la semaine des 48 heures obligatoire prend fin dès maintenant. Le service d'Emploi des Etats-Unis consacra le meilleur de ses efforts à trouver du travail pour les ouvriers et les anciens combattants et à aider les personnes qui réclament des allocations de chômage.

Le chômage en cours est évalué à un million cent mille personnes. Ceci représente le total des individus sans travail un jour donné; beaucoup se trouvent «entre deux emplois». On s'attend à ce que le chômage total s'élève à cinq millions de personnes ou plus, dans les trois prochains mois et à huit millions peut-être, avant le printemps prochain, car aux individus qui ne se consacrent plus désormais aux travaux de guerre s'ajoutent beaucoup d'hommes démobilisés.

De nombreux chômeurs trouveront du travail en peu de semaines, d'autres passeront une longue période sans emploi.

IV. — CONTROLE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION.

De nombreux contrôles de la production et de la distribution seront éliminés de suite. Ne continueront à fonctionner que les contrôles nécessaires pour hâter la production, réduire les embouteillages, empêcher l'accumulation des stocks, et assurer la stabilisation économique.

Pendant quelque temps nous serons menacés du danger d'inflation. Il y aura pour différents types de marchandises et de services des demandes supérieures à l'offre. Tant qu'il y aura pénurie sérieuse de matières et de produits, il faudra maintenir, comme barrières contre l'inflation, les prix maxima pour ces matières et ces produits.

V. — CONTROLE DES PRIX ET DES SALAIRES.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

Le contrôle des loyers doit également persister. Tant que les prix et les loyers maxima existeront, la stabilisation des salaires devra continuer. Partout où les prix maxima ne seront pas mis en péril, on rétablira les contrats collectifs.

VI. — PROGRAMME LEGISLATIF.

Pour activer la reconversion et pour diminuer toute détresse extrême pendant la période de transition, un certain nombre de mesures législatives sont nécessaires. Ces mesures comprennent l'augmentation des indemnités de chômage, la révision de la Loi de rémunération équitable du travail en vue d'augmenter les salaires minima, un programme d'impôts qui stimulera la production et soutiendra les marchés; des crédits pour des projets de travaux publics; des crédits appropriés pour le Service d'Emploi des Etats-Unis et le maintien de ce Service sous le contrôle fédéral pendant la durée de la période de la transition.

QUESTIONS ET REPOSES

DEMobilISATION ET CONSCRIPTION.

1. — A quelle cadence l'Armée va-t-elle démobiliser ses hommes ?

Réponse. — Aussi rapidement que possible. Actuellement l'Armée démobilise à la cadence de 170 mille hommes par mois.

2. — A quelle cadence la Marine va-t-elle démobiliser ses hommes ?

R. — La Marine va commencer à démobiliser de suite. Le chiffre éventuel de la démobilisation dépendra de l'importance de la Marine du temps de paix et des zones que la Marine devra contrôler.

3. — A quelle cadence les Services de Femmes en Uniforme seront-ils démobilisés ?

R. — La démobilisation de tous les Services féminins sera réalisée dans les mêmes conditions que celle des services masculins.

4. — Sur quelle base et dans quel ordre les hommes seront-ils libérés du Service Armé ?

R. — L'Armée continuera à employer le système des «points» (1). — Il libérera, en premier lieu, les hommes ayant les états de service en campagne les meilleurs et les plus longs, ainsi que le plus grand nombre de personnes à leur charge.

5. — En combien de temps la reconversion peut-elle être accomplie ?

R. Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix, requise pour utiliser la main-d'œuvre d'une façon complète.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11. — Quel est le mécanisme établi en vue de la liquidation des contrats annulés ?

R. — Le Bureau de Liquidation des Contrats, institué par le Congrès et les organismes contractants travaillent depuis longtemps à l'étude des procédures à suivre pour la liquidation rapide des contrats.

12. — Quel est le mécanisme établi en vue de hâter la reconversion des usines ?

R. — L'été dernier, le Bureau de la Production de guerre prit des dispositions pour permettre des mesures préliminaires de reconversion.

R. — Le manque de matériaux, de main-d'œuvre et parfois de moyens, créé par les continuel et immenses besoins de la guerre du Pacifique, ont forcément limité ce programme dans les derniers temps.

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

R. — L'extraction, la fonderie et le traitement des matières premières telles que le fer et l'acier, le cuivre et l'aluminium continueront à fournir, dans une certaine mesure, les produits du temps de paix, principalement pour les besoins militaires; mais cette production pourra rapidement s'accroître pour répondre aux besoins de la consommation civile.

R. — Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix, requise pour utiliser la main-d'œuvre d'une façon complète.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11. — Quel est le mécanisme établi en vue de la liquidation des contrats annulés ?

R. — Le Bureau de Liquidation des Contrats, institué par le Congrès et les organismes contractants travaillent depuis longtemps à l'étude des procédures à suivre pour la liquidation rapide des contrats.

12. — Quel est le mécanisme établi en vue de hâter la reconversion des usines ?

R. — L'été dernier, le Bureau de la Production de guerre prit des dispositions pour permettre des mesures préliminaires de reconversion.

R. — Le manque de matériaux, de main-d'œuvre et parfois de moyens, créé par les continuel et immenses besoins de la guerre du Pacifique, ont forcément limité ce programme dans les derniers temps.

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

R. — L'extraction, la fonderie et le traitement des matières premières telles que le fer et l'acier, le cuivre et l'aluminium continueront à fournir, dans une certaine mesure, les produits du temps de paix, principalement pour les besoins militaires; mais cette production pourra rapidement s'accroître pour répondre aux besoins de la consommation civile.

LA PRODUCTION ET LA RECONVERSION.

6. — Combien de temps faudra-t-il pour arrêter la fabrication des munitions ?

R. — Les ministères de la Guerre et de la Marine annulent déjà certaines commandes. L'Armée a réduit ses achats d'avions et d'armes de 94 à 100 pour cent, la Marine d'un pourcentage moindre. La Marine vient d'annuler des contrats de construction de navires, d'une valeur de 1.500.000.000 de dollars.

De nouvelles annulations, actuellement en cours, concernant différents types de contrats navals représenteront un total de 9 milliards de dollars. Le ministère de la Guerre est en train de faire tomber ses acquisitions de deux milliards quatre cents millions de dollars par mois à 435 millions de dollars, dont 268 millions de dollars pour des produits alimentaires. Tous achats d'équipement, pour la construction, les chemins de fer, le télégraphe, le téléphone, cesseront immédiatement. Les achats d'essence baisseront de 44 pour cent et les articles textiles de 75 pour cent. Pour les matières premières, les annulations de l'Armée supprimeront 99 pour cent de sa consommation d'acier et 98 pour cent de sa consommation de cuivre et d'aluminium.

7. — Quelques contrats de munitions seront-ils maintenus afin d'amortir la secousse créée par les annulations ?

R. — Non. La loi sur la mobilisation et la reconversion défend la prolongation d'un contrat de guerre, dans le seul but d'assurer des affaires ou du travail.

8. — Quelles industries, précédemment au service des besoins militaires pourront continuer à produire pour la consommation civile, sans modifications, ou avec de légères modifications de leurs moyens ?

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

L'extraction, la fonderie et le traitement des matières premières telles que le fer et l'acier, le cuivre et l'aluminium continueront à fournir, dans une certaine mesure, les produits du temps de paix, principalement pour les besoins militaires; mais cette production pourra rapidement s'accroître pour répondre aux besoins de la consommation civile.

Par exemple, quelque 25 pour cent de la capacité de l'industrie des frigidaires et de la climatisation ont été adaptés à la production d'armements, des montures de moteurs d'aviation, etc. Mais le restant de cette industrie a continué à produire pour une valeur annuelle de deux cent millions de dollars; 60 pour cent de ces produits ont été destinés à un usage militaire et le restant, à la satisfaction des besoins civils essentiels.

D'autres industries, telles que les usines de textiles, ne nécessiteront qu'une reconversion relativement peu importante pour développer la production civile.

9. — En combien de temps la reconversion peut-elle être accomplie ?

R. Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix, requise pour utiliser la main-d'œuvre d'une façon complète.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11. — Quel est le mécanisme établi en vue de la liquidation des contrats annulés ?

R. — Le Bureau de Liquidation des Contrats, institué par le Congrès et les organismes contractants travaillent depuis longtemps à l'étude des procédures à suivre pour la liquidation rapide des contrats.

12. — Quel est le mécanisme établi en vue de hâter la reconversion des usines ?

R. — L'été dernier, le Bureau de la Production de guerre prit des dispositions pour permettre des mesures préliminaires de reconversion.

R. — Le manque de matériaux, de main-d'œuvre et parfois de moyens, créé par les continuel et immenses besoins de la guerre du Pacifique, ont forcément limité ce programme dans les derniers temps.

R. — On pourra continuer, en temps de paix la fabrication de nombreux articles utilisés par les forces militaires, tels que les niveleuses «bulldozers» et d'autres machines, le bois de construction, la tuyauterie, la plomberie et le chauffage, les produits alimentaires de conserve etc.

R. — L'extraction, la fonderie et le traitement des matières premières telles que le fer et l'acier, le cuivre et l'aluminium continueront à fournir, dans une certaine mesure, les produits du temps de paix, principalement pour les besoins militaires; mais cette production pourra rapidement s'accroître pour répondre aux besoins de la consommation civile.

R. — Tandis que la plus grande partie de la reconversion des usines peut être accomplie en quelques mois, il faudra au moins 12 à 18 mois pour atteindre l'économie développée du temps de paix, requise pour utiliser la main-d'œuvre d'une façon complète.

10. — Comment répartira-t-on les annulations, et comment les usines et les travailleurs seront-ils avisés ?

R. — Dans la plupart des cas, les retranchements seront d'un ordre si élevé que peu de discrimination sera possible dans leur répartition.

11

COTON

JOURNEE DU 4 OCTOBRE 1945.

New-York (Cents par lb.) OCTOBRE, DECEMBRE, MARS, MAI, SPOT

New-Orléans OCTOBRE, DECEMBRE, MARS, MAI, SPOT

Bombay Roupies par candy (784 lbs.) JANVIER, MARS, MAI

BOURSES DES VALEURS

LONDRES

Clôture du 4 Octobre 1945.

British Consols, War Loan, Conversion Loan, National Bank of Egypt, Egyptian Light Rails, Egyptian Mar-kets, Egyptian Salt and Soda, Egyptian Delta Land, New Egyptian Co., Union Foncière d'Egypte, Abukir Co., Anglo-Egyptian Oilfields, New War Loan, Great Western Rail.

CANAL DE SUEZ

Navires ayant transité le canal LE 1er OCTOBRE 1945

DU NORD: EMPIRE BRITISH anglais, IROQUAIS anglais, REFUS CHOATE américain, EMPIRE PALACE anglais, EMPIRE MAYTREE anglais, EMPIRE MAYROSE anglais, EMPIRE SEAWORTH anglais, DU SUD: Charles Paddock américain, EMPIRE FANCY anglais, SAM TANA anglais, SEPIA hollandais, HENRY CLAY américain

LE PORTUGAL DESIRE PLUS DE NAVIRES DE GRANDE BRETAGNE

Le but des chantiers navals britannique doit être de satisfaire non seulement les propres besoins du pays, mais aussi les besoins de plusieurs autres pays

NOMBRES INDICES: Industrielles, Kaffirs, Ferroviaires

NEW-YORK

Journée du 4 Octobre 1945.

Anaconda Copper, Canadian Pacific, General Motors, International Nickel, Socony Vacuum Oil, U.S. Steel Common, U.S. Steel, Standard Oil of New Jersey, Studebaker, Texas Corporation, United Aircraft, U.S. Steel, Woolworth

BRUXELLES

Clôture du 4 Octobre 1945.

Soc. Générale de Belgique, Chemin de Fer Katanga, Electrolab, Sofina, Industrielle, Charbon, Gouffre, Minière Katanga Pr. incoté, Dette Unifiée, 4% 1ère Série, Union Minière du Haut Katanga, P.S.

PARIS

Clôture du 4 Octobre 1945.

Rentes 3% Perp., Rentes 3 1/2% 1942, Rentes 3% 1945, Canadian Pacific, Central Mining, Royal Dutch, Shell, De Beers Deferred, Rio Tinto, Nickel, Banque de France, Banque de Paris, Crédit Lyonnais, Compagnie Générale d'Electricité, C.P.D.E. (Distribution Electricité), Pechiney, Kuhlmann, Chargeurs Réunis, Schneider, Forges Nord-Est, Courrières, Raffinerie Say, Ciments Français, Paris Lyon Midi, Railway, Suez Capital Stock, Mozambique, Portugaise 3% (1ère Série), Soc. Port Rosario, Marché ferme, VALEURS EGYPTIENNES: Crédit Foncier Egypt., Ord., Crédit Foncier Egypt. Pref., Nat. Bank of Egypt, Land Bank, Ord., Land Bank, Pref., Cairo Helio, Ord., Cairo Helio Pref., Suez 5%, Suez 3%, Sucr. Egypt. Ord., Sucr. Egypt. Pr., Banque Ottomane

BOURSE DE MINET-EL-BASSAL

Prix de la Marc handise Disponible. Coton suivant les types de la Commission. (Soie Moyenne).

Le 3 Octobre 1945. KARNAK: G.F., G.F./F.G.F., F.G.F./G., Good, G./F.G., Fully Good, F.G./Extra, ACHMOUNI: G.F., G.F./F.G.F., F.G.F., F.G.F./G., Good, G./F.G., F.G.

LES SPORTS

GRAND GALA DE BOXE

Le grand gala de boxe organisé par l'Unione Sportiva Italiana d'Alexandria, qui se déroulera vendredi prochain à 8 heures p.m. au Stade Municipal comprendra 9 matchs.

LIVRES A VENDRE

CLARETTE: « Noris ». ABOUT: « Le nez d'un notaire ». LAMARTINE: « Geneviève ». DE TINCEAU: « La clef de la vis ». BOURGET: « L'étape » — « Terre promise ». DAUDET: « Femmes d'artiste ». PEROCHON: « 8 gouttes d'opium » — « Nène » — « Milon ». CHATEAUBRIAND: « La prière » — « La réponse du seigneur » — « Le génie du Christianisme ». Dr. MONIN: « Beauté et hygiène de la femme ». DEONCLE: « La caravane aux éperons verts ». Ecrire: Le Nouvel Argus de la Presse, 1, Rue Thérapia, Alexandrie.

ALLALOUF & Co.

P.O.Box 460 Tel AVIV (Palestine) JAFFA: P.O.Box 313 HAIFA: P.O.Box 775 SALONIQUE: P.O.Box 209 Agents Maritimes. Agents de lignes aériennes. Correspondants à Salonique de l'AMERICAN EXPRESS Co. Inc., New-York.

AGENTS de: The Hellenic Coast Lines Co. Ltd. The Hellenic Mediterranean Lines Co. Ltd. The General Steam Navigation Co. Ltd. of Greece Goulandris Brothers Ltd. Compania Trasmediterranea The Norwegian Mediterranean Line (Fred Olsen & Co.). Isbrandtsen Steamship Co. Inc. The Jugoslav Steamship Co. Ltd. Sté. Yougoslave de Navigation Aérienne « Aeropout » Royal Dutch Air Lines K.L.M. Etc. Etc.

MOHAMED M. HAMMAD & FILS

SERVICES REGULIERS POUR

PALESTINE - SYRIE TURQUIE - CHYPRE

par bateaux et voiliers à moteurs

S'adresser: ALEXANDRIE: 127 Rue El Tatwig. Tél. 28240-25944. (R.C.A. 19965). B.P. 804.

E CAIRE: 34 Rue Malika Farida. Tél. 58072. B.P. 213. PORT-SAID: Rue Mohamed Mahmoud Pacha. Tél. 2544. B.P. 310.

S.S. "COMLIBANK"

S.S. "BENALDER"

All receivers of Alexandria cargo per above vessels are kindly requested to apply to:

Messrs. BARKER & Co.

11, Rue Sesostris Alexandria Tel.: 23023-24.

SAILINGS FOR: ANTWERP-ROTTERDAM SCANDINAVIA

Apply to: THE SCANDINAVIAN NEAR EAST SHIPPING AGENCY (EGYPT) LTD.,

25, Boul. Saad Zaghloul. - Tél.: 23089 - 21446 - 22989.



THE KHEDIVIAL MAIL LINE S.A.E.

SERVICE REGULIER de SUEZ

pour JEDDAH, PORT-SOUDAN, MASSAWA, DJIBOUTI et ADEN

Pour tous renseignements, s'adresser aux bureaux de la KHEDIVIAL MAIL LINE à:

ALEXANDRIE: 2, Rue Moutouche Pacha, Tél.: 21422 près de la porte No. 1 de la Douane.

LE CAIRE: 61, Chareh Ibrahim Pacha, Tél. 46322.

SUEZ: Chareh El Bosta El Khedivieh, Tél. 50.

PORT-SAID: The English Coaling Co. Ltd., Tél. 333, ainsi qu'à tous les Bureaux de:

THOS COOK & SON.

ET AUX PRINCIPALES AGENCES DE VOYAGES.

CONTOMICHALOS, SONS & Cy.

LIMITED

Registered Office ... KHARTOUM

Branches ... PORT-SUDAN & WADI-HALFA (Sudan)

Agencies in Egypt ... ALEXANDRIA, CAIRO, PORT-SAID & SUEZ

London Agency ... CREECHURCH HOUSE Creechurch Lane E.C. 3.

STEAMSHIP, INSURANCE, FORWARDING AND COMMISSION AGENTS

For freight and other particulars apply to: P.O. Box No. 326 — KHARTOUM (Sudan) or

P.O. Box No. 903 — ALEXANDRIA Tel. Management 28267/29454. Tel. Ship. Dept. 20180. (R.C.A. 23102)

Banque Belge & Internationale en Egypte SOCIETE ANONYME EGYPTIENNE

Autorisée par Décret Royal du 30 Janvier 1920 CAPITAL SOUSCRIT ... L.E. 1.000.000. CAPITAL VERSE ... L.E. 500.000. SIEGE SOCIAL: AU CAIRE, 45, Rue Kasr el Nil SIEGE A ALEXANDRIE: 10, Rue Stamboul.

TRAITE TOUTES OPERATIONS DE BANQUE (R.C.A. 199)

MARCHANDISES

JOURNEE DU 4 OCTOBRE 1945.

BLE (Chicago) (Cents par boisseau) DECEMBRE, MAI, JUILLET

BLE (Manitoba) (Cents par boisseau) Ex-St. Laurent, No. 1 Chargement, No. 2 Chargement

MAIS (Chicago) (Cents par boisseau) DECEMBRE, MAI, JUILLET

TOURTEAUX (Londres) (en £ Sh. d.) Spot (prix officiel)

HUILE DE COTON (Lond.) (en £ Sh. d.) Egyptien brut cwt. 31/10 1/2

HUILE DE COTON (N.Y.) OCTOBRE, DECEMBRE, MARS

SHELLAC (Calcutta) (roupies par balle de 94 lbs.) Disponible, Octobre, Novembre

LARD (Chicago) (Cents par lb.) Sept. (demande) incoté, Octobre (demande) incoté

JUTE (Calcutta) (Comptant en roupies) (par balle de 400 lbs.) Firsts: Octobre, Daisee: Octobre

NOMBRES INDICES DES PRINCIPAUX PRODUITS (Base 18 Sept. 1931 = 100) Londres, 4 (Service Privé), Ce jour, La veille, Il y a 4 semaines, Il y a 1 an

MARCHÉS MONETAIRES CHANGES

Clôture du 4 Octobre 1945.

Londres

Ach. Vend. New-York, Berne, Bruxelles et Congo Belge, Madrid, Emp. Franç., Syrie/Liban, Montréal, Hollande, Indes Or. Hol., Indes Oc. Hol., Stockholm, Portugal, Rio de Jan., Uruguay, Panama

MARCHE LIBRE Australie, Nl. Zélande, Afrique/Sud, Indes 1/5 31/32, Chine (D.N.), Téhéran, Belgique, Alexan.

TAUX DE COMPENSATION DE LA BANQUE D'ANGLETERRE Madrid, Turquie, Italie

New-York

Ouverture du 4 Octobre 1945. New-York/Londres, New-York/Paris, New-York/Berne, Compte américain en sterl., Clôture du 4 Octobre 1945. Montréal/Londres, Montréal/New-York, Londres, Compte américain en sterl., New-York/Paris, New-York/Berne, Call Money

Zurich

Ouverture du 4 Octobre 1945. Londres, New-York, Paris, Rome

OR ET ARGENT

Bombay, 4 Octobre 1945. en roupies et annas

ARGENT (Comptant) Ouverture (100 tol.), Clôture (100 tol.), ARGENT (A terme) Ouverture (100 tol.), Clôture (100 tol.), Nouvelle Production Ouverture (100 tol.)

OR Le tolla comptant Ouverture (100 tol.), Clôture, Le Souverain Ouverture (100 tol.), Clôture

Londres, 4 Octobre 1945. OR L'once d'or fin, ARGENT (par once de 999/1000) Comptant, A 2 mois

METAUX

VENDR. 5 OCTOBRE 1945. Cours Communiqués par NASRI & JOSEPH TOUTOUNGHI (ex-Comptoir Lyon Alemand) 1, rue Chérif Pacha Téléphone: No. 25492 Alexandrie. R.C.A. 35. OR Dirhem, Sur le marché, 1 Livre or sterling, 1 Livre or égyptienne, 1 Livre or turque, 1 Napoléon or en frs., 5 Dollars or américain, ARGENT Le kilogramme, PLATINE 1 gramme

VALEURS

Alexandrie, le 5 Octobre 1945		Clôture d'auj.	Clôture préc.
FONDS D'ETAT :			
Empr. Nat. 3 1/4 % 10810 15 20 15		10815	10815
Empr. Nat. 2 3/4 % 10330		10330	10330
BANCAIRES :			
Crédit Foncier 1911 2198 2200	2200	2194	
B. d'Athènes 123 22 22,5 23 22,5 23	123	124	
Commercial Bank of Egypt 551 52 53	554	554	
554 50 53 52 53 54	554	554	
Banque Misr 2494	2494	2500	
Crédit Alexandrin 820	820	820	
Banque de Commerce	870V.	870	
PRESSAGES :			
Pressage et Dépôts 2740	2740	2730	
Alexandria Pressing 1974 1970	1970	1976	
Nettoyage et Pressage 1830	1830	1840	
Cotton Ginners 163	163	164	
INDUSTRIELLES :			
Salt and Soda 422 20 21	421	420	
Salt and Soda nom. 382 80 (72)	380	383	
Kafr Zayat 2126 20 22 24 26	2126	2120	
Port Said Salt 499 48 99	499	500	
Bonded ord.	2020A.	2014	
Filature Nationale 2590	2590	2594	
Financière et Industrielle 1100	1100	1120	
Oilfields 550 548	548	552	
Sucreries act. 1400	1400	1406	
Sucreries p.f. 2520 26 30	2530	2530	
Emballages Economiques 465	465	468	
Tissage et Tric. 1350 48 50 44 46	1346	1344	
Filature Misr 2496 2500 2496	2496	2500	
Delta Trading Co. 1320	1320	1326	
Bolanachi 615 18 20 (25)	620	610	
Cicural 1516 1510	1510	1510	
HOTELS :			
Grands Hôtels	3620A.	3610	
Egyptian Hotels 695 96 95	695	696	
Upper Egypt 622 618	618	625	
FONCIERES :			
Kom Ombo 820 18 20	820	818	
Kom Ombo p.f. 6400	6400	6350	
Urbaines (615 bloc) 630	630	600	
Union Foncière 1150	1150	1170	
Gabbari Land 570	570	570	
Gharbieh Land 615	615	618	
Aboukir Cy. 258 59 57 58 59 58 59	260	258	
258 59 60	260	209	
New Egyptian 208	208	209	
Anglo-Belgian 393	393	395	
Cairo Agricultural	1150V.	1200	
IMMOBILIERES :			
Héliopolis 3090	3090	3100	
Héliopolis p.f. 6900 10 40 74 50	6924	6920	
6976 80 50 40 26 24	895	895	
Domaine de Siouf 895	895	895	
Delta Land 447	447	448	
Le Fayoum 420 22 18 19 18 16	416	415	
TRANSPORTS ET CANAUX :			
Delta Light 945 942	942	950	
Delta Light oblig. 9000	9000	8900	
Trams Alex. Jouiss. 260	260	260	
Alexandria Ramleh	340V.	340	
New Egypt Levant	230V.	230	
United Nile	1360V.	1370	
Anglo American Nile 1256 54	1254	1264	
Menzaleh Canal p.f. 107	107	107	
Suez II série (4350) 50	4350	4500	

A l'attention de S.E. le Ministre des Communications Les lettres d'affaires souffrent... du retard du courrier

Le Caire le 28 Septembre 1945.
Excellence,
Vous n'ignorez certainement pas que la prospérité d'un pays est étroitement liée au problème des communications. C'est une question vitale surtout dans les pays agricoles comme l'Egypte. Malheureusement chez nous elle est loin de soutenir une comparaison favorable avec celle des pays voisins dont la population représente à peine la dixième de la nôtre, mais dont le réseau routier est infiniment plus développé.
La question qui préoccupe aujourd'hui les milieux des affaires est l'attitude de l'Administration des Postes à leur égard.
Avant la guerre on a maintes fois dit que les services postaux en Egypte étaient comparables aux meilleurs services mondiaux. Malheureusement les services postaux depuis la guerre, sont désorganisés par suite d'un vice inhérent à l'administration même sans le concours de facteurs extérieurs.
En effet, on se plaint de l'irrégularité du courrier entre Le Caire et Alexandrie, sans parler de la province. Souvent des lettres déposées dans les boîtes postales arrivent à destination avec deux ou trois jours de retard et le comble c'est que l'enveloppe porte le cachet d'expédition daté de la veille, alors que la lettre elle-même est datée de deux ou trois jours auparavant. Les destinataires se demandent parfois si ces lettres n'ont pas été volontairement antidatées.

Il en résulte que le personnel chargé de la sélection « Farz » n'est pas suffisant.
Il suffirait d'une visite imprévue de votre Excellence dans les grandes salles de la Poste Centrale pour y trouver des monticules de sacs contenant des lettres tantôt à expédier, tantôt à distribuer et qui attendent leur tour pour être vérifiées et acheminées vers leur destination finale.
On ne saurait, Excellence, trop insister sur l'importance capitale de cette question pour le commerce.
Aujourd'hui plus que jamais la régularité et surtout la célérité dans la distribution du courrier sont essentielles. Vous avez déjà pris de louables initiatives en employant la voie aérienne pour l'expédition des lettres express et même du courrier ordinaire.
Dans le même sens il faudrait, Excellence,
1. — Doubler au moins le personnel de l'Administration Centrale des Postes. Il ne s'agit pas de grever le budget puisque les droits de port ont été doublés depuis la guerre.
2. — Il est indispensable que les dates de départ et les heures de levées du courrier à destination de l'Etranger soient affichées et éventuellement publiées dans la Presse. Il est vrai qu'en ce moment les lignes de navigation ne sont pas régulières, mais certaines Compagnies ont déjà fixé leur itinéraire.
Nous croyons que votre Excellence s'occupe de la régularité des échanges avec les autres Pays ne manquera pas de demander, nous en sommes sûrs, aux Autorités compétentes leur collaboration pour l'expédition régulière du courrier destiné à l'Etranger par voie maritime et aérienne.

Nous avons procédé à une enquête personnelle, nous avons pu établir que la levée du courrier se faisait assez régulièrement aux heures fixées. C'est alors que les lettres sont immobilisées au siège central des Postes et que parfois elles ne sont oblitérées et classées qu'un ou deux jours après.
Ceci provient du fait que le mouvement du courrier a pris une grande extension à l'heure actuelle, indépendamment de celui qui afflue de toutes les autres parties du monde.

On ne pense pas qu'il y aura des répercussions sur le marché.

LA QUESTION DE LA PALESTINE
Londres, 5 (R.). — La question de l'espace vitale pour les Juifs, en dehors de la Palestine, est soulevée par l'écrivain Dr. Maude Royden dans une lettre au «Times». Déclarant que personne n'a envisagé d'autres zones, elle dit : « Nous autres anglais avons au moins l'excuse que notre petit pays est surpeuplé et que l'amélioration des conditions de vie des Arabes en Palestine et la conséquente augmentation dans sa population — que les sionistes s'attribuent — sont largement dus aux efforts patients, dévoués de l'administration britannique. »
« La population américaine limite ses efforts à nous donner un mauvais conseil et en gardant les réfugiés Juifs hors de leur pays riche et sous-peuplé. Il en est ainsi pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et beaucoup de pays de l'Afrique. »
« Mais nous ne pouvons obliger ces pays à recevoir des millions de Juifs. Non. Et si nous pensons pouvoir obliger les Arabes, nous nous trompons. »
LA GREVE DES DOCKERS DE LIVERPOOL
Londres, 5 (A.F.P.). — La grève des dockers de Liverpool menace de s'étendre. On signale à Hull un mouvement de grève de sympathie qui a teint déjà plusieurs centaines d'ouvriers. Les travaux dans ce dernier port ne sont pas arrêtés. Bien que la grève n'y soit pas généralisée, elle n'en entraîne pas moins une certaine désorganisation.

LA QUESTION DE LA PALESTINE
Londres, 5 (R.). — La question de l'espace vitale pour les Juifs, en dehors de la Palestine, est soulevée par l'écrivain Dr. Maude Royden dans une lettre au «Times». Déclarant que personne n'a envisagé d'autres zones, elle dit : « Nous autres anglais avons au moins l'excuse que notre petit pays est surpeuplé et que l'amélioration des conditions de vie des Arabes en Palestine et la conséquente augmentation dans sa population — que les sionistes s'attribuent — sont largement dus aux efforts patients, dévoués de l'administration britannique. »
« La population américaine limite ses efforts à nous donner un mauvais conseil et en gardant les réfugiés Juifs hors de leur pays riche et sous-peuplé. Il en est ainsi pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et beaucoup de pays de l'Afrique. »
« Mais nous ne pouvons obliger ces pays à recevoir des millions de Juifs. Non. Et si nous pensons pouvoir obliger les Arabes, nous nous trompons. »
LA GREVE DES DOCKERS DE LIVERPOOL
Londres, 5 (A.F.P.). — La grève des dockers de Liverpool menace de s'étendre. On signale à Hull un mouvement de grève de sympathie qui a teint déjà plusieurs centaines d'ouvriers. Les travaux dans ce dernier port ne sont pas arrêtés. Bien que la grève n'y soit pas généralisée, elle n'en entraîne pas moins une certaine désorganisation.

SOUS-PRESSE

PROCHAINE ENTREVUE BYRNES/TRUMAN
Washington, 5 (R.). — M. James F. Byrnes, secrétaire d'Etat, est arrivé ici accompagné de ses conseillers.
Il a décliné de faire des commentaires sur la conférence du conseil des ministres des affaires étrangères ajoutant qu'il aurait une entrevue ce matin avec le Président Truman avant de faire une déclaration publique.
MANIFESTATIONS EN ARGENTINE
Montevideo, 5 (R.). — De sérieuses collisions ont eu lieu au cours de la nuit à Buenos-Aires entre des étudiants argentins et des partisans du ministre de la guerre, le Colonel Juan D. Peron. Un étudiant a été tué.
L'état de siège continue dans la capitale de l'Argentine.
LES GREVES AUX E.U.A.
Washington, 5 (R.). — L'Administration Américaine n'envisage pas la saisie des 350 mines de houille fermées par la grève de 115.000 mineurs, a déclaré aujourd'hui, M. Lewis Schwellenbach, secrétaire du département du travail, après avoir eu une entrevue avec le Président.
Il a annoncé qu'il essaiera d'éviter une impasse sérieuse dans la grève des mineurs en invitant le comité de négociation des propriétaires et M. John L. Lewis, président de l'Union des mineurs, a conféré avec lui demain.
En tout, près de 500.000 ouvriers sont en grève, dans cette branche de l'industrie et dans d'autres. L'industrie du bois de charpente à 61.000 ouvriers en grève, l'industrie automobile 105.000 et l'industrie de l'acier 13.000.

LA QUESTION DE LA PALESTINE
Londres, 5 (R.). — La question de l'espace vitale pour les Juifs, en dehors de la Palestine, est soulevée par l'écrivain Dr. Maude Royden dans une lettre au «Times». Déclarant que personne n'a envisagé d'autres zones, elle dit : « Nous autres anglais avons au moins l'excuse que notre petit pays est surpeuplé et que l'amélioration des conditions de vie des Arabes en Palestine et la conséquente augmentation dans sa population — que les sionistes s'attribuent — sont largement dus aux efforts patients, dévoués de l'administration britannique. »
« La population américaine limite ses efforts à nous donner un mauvais conseil et en gardant les réfugiés Juifs hors de leur pays riche et sous-peuplé. Il en est ainsi pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et beaucoup de pays de l'Afrique. »
« Mais nous ne pouvons obliger ces pays à recevoir des millions de Juifs. Non. Et si nous pensons pouvoir obliger les Arabes, nous nous trompons. »
LA GREVE DES DOCKERS DE LIVERPOOL
Londres, 5 (A.F.P.). — La grève des dockers de Liverpool menace de s'étendre. On signale à Hull un mouvement de grève de sympathie qui a teint déjà plusieurs centaines d'ouvriers. Les travaux dans ce dernier port ne sont pas arrêtés. Bien que la grève n'y soit pas généralisée, elle n'en entraîne pas moins une certaine désorganisation.

LA QUESTION DE LA PALESTINE
Londres, 5 (R.). — La question de l'espace vitale pour les Juifs, en dehors de la Palestine, est soulevée par l'écrivain Dr. Maude Royden dans une lettre au «Times». Déclarant que personne n'a envisagé d'autres zones, elle dit : « Nous autres anglais avons au moins l'excuse que notre petit pays est surpeuplé et que l'amélioration des conditions de vie des Arabes en Palestine et la conséquente augmentation dans sa population — que les sionistes s'attribuent — sont largement dus aux efforts patients, dévoués de l'administration britannique. »
« La population américaine limite ses efforts à nous donner un mauvais conseil et en gardant les réfugiés Juifs hors de leur pays riche et sous-peuplé. Il en est ainsi pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et beaucoup de pays de l'Afrique. »
« Mais nous ne pouvons obliger ces pays à recevoir des millions de Juifs. Non. Et si nous pensons pouvoir obliger les Arabes, nous nous trompons. »
LA GREVE DES DOCKERS DE LIVERPOOL
Londres, 5 (A.F.P.). — La grève des dockers de Liverpool menace de s'étendre. On signale à Hull un mouvement de grève de sympathie qui a teint déjà plusieurs centaines d'ouvriers. Les travaux dans ce dernier port ne sont pas arrêtés. Bien que la grève n'y soit pas généralisée, elle n'en entraîne pas moins une certaine désorganisation.

Au Canal de Suez

Londres, 4 (R.). — L'assistant-secrétaire de la Chambre de commerce, M. Arthur Ronald Fraser, a été élu au conseil d'administration de la Compagnie du Canal de Suez comme directeur-résident, en succession de M. N.E. Young, sur la désignation du gouvernement britannique.
M. Fraser était membre du département du commerce étranger du Foreign Office depuis 1917, et durant la guerre il fut nommé conseiller économique de la mission britannique auprès du gouvernement du général de Gaulle.

Arrestation de M. Weilher

Paris 5 (R) M. Weilher, directeur d'une des sections du Syndicat des Agents de Change de la Bourse de Paris, qui est plus ou moins un organisme officiel, a été arrêté à la suite de transactions illégales sur l'or.
Dernièrement les autorités françaises ont poursuivi les contrevenants, et plusieurs arrestations ont été opérées.
L'or est vendu clandestinement à Est. 23 1/2 le souverain.
Weilher a également opéré sur les Rentes 3 0/0 perpétuel, et les actions Suez.
On ne pense pas qu'il y aura des répercussions sur le marché.

Les conversations anglo-américaines

Washington, 4 (R.). — On apprend de source autorisée que le gouvernement américain insiste pour un abandon total du système des préférences impériales, comme condition d'un prêt sur une vaste échelle à la Grande-Bretagne.
A ce nouveau développement (le gouvernement américain ayant auparavant demandé que les crédits sterling soient réduits de 50%), la délégation britannique a opposé : 1) que la Grande-Bretagne se refusait de faire, dans le domaine de la politique commerciale, toutes concessions qui ne s'accompagneraient pas de concessions égales de la part des Etats-Unis; 2) que l'abandon du système des préférences impériales, à supposer même qu'il soit considéré désirable par le gouvernement britannique, nécessiterait des consultations entre la Grande-Bretagne et les pays intéressés de l'Empire.

Saisie des Compagnies Pétrolières Américaines

Washington 5 (R) Le Président Truman a ordonné la saisie des compagnies pétrolières affectées par la grève.
Le Président a fait la déclaration suivante : « Il a été nécessaire de prendre des mesures dans le but de maintenir des réserves de pétrole suffisantes pour nos troupes armées. »
« Durant les deux dernières semaines près de 50 raffineries de pétrole, ainsi qu'un nombre d'entreprises de transports et distribution en relation avec l'industrie pétrolière ont arrêté toute activité par suite de grèves.
L'arrêt du travail a réduit de 1/3 la capacité quotidienne, de la capacité totale de raffinage du pays.
Les compagnies en activité sont insuffisantes pour produire assez de pétrole pour approvisionner tant les besoins militaires que le minimum essentiel pour maintenir l'activité des lignes avancées.
La situation est devenue si critique que les opérations militaires essentielles sont exposées au danger.
M. Truman a dit qu'il a pris des mesures conformément au « Authority Selective Service Act » et en accord avec les pouvoirs de temps de guerre tels qu'amendés par le « War Labor Disputes Act ».

Du pétrole autrichien pour du charbon tchécoslovaque

Vienne 4 (S. Privé) Les puits de pétrole autrichiens de Eistersdorf produisent à nouveau 1.200 tonnes par jour, dont une partie va en Tchécoslovaquie en échange de charbon et de coke.

PHYSIONOMIE DES MARCHÉS

(Suite de la 1ère page)

Les gains du début dus à la reprise du mouvement d'achats d'hier s'accroissent, reflétant l'approbation par le comité agricole de la Chambre du projet de loi qui inclut les frais de main-d'œuvre dans le calcul de la parité des produits agricoles.
La hausse fut ultérieurement influencée par les idées d'inflation, les demandes ouvrières croissantes et les idées de petite récolte. Puis les prix baissèrent modérément par suite de réalisations croissantes et des ventes en couverture de pair avec des considérations techniques.
Par la suite le marché fut raffermi par le soutien commercial et des fixations des prix.

La hausse s'accroît avec l'Octobre atteignant 22,75 avec une demande active générale trouvant les contrats rares.
Des rumeurs sur la possibilité de l'application du projet de la loi Pace furent un fait saillant.
Le marché rencontra des réalisations croissantes, mais clôture soutenue avec 7 p. à 12 p. de hausse.

Washington, (Service Privé). — Le département de l'Agriculture annonce que les ventes sur dix marchés de disponible la semaine dernière ont totalisé 142.200 balles contre 105.000 la semaine précédente et 363.000 durant la même période de l'année dernière. Les achats industriels furent modérés en volume.

Dans la zone du sud-est, l'activité a fortement augmenté et on a signalé qu'une grande partie du coton égrené entre sur le marché et jusqu'à présent, les fermiers n'ont pas placé beaucoup de coton dans le programme de prêt ou d'achat.
La demande augmente et les prix sont généralement fermes, dépassant ou égalant le prix d'achat de la C.C.C. des qualités moyennes et supérieures.

Quelques négociants signalent des ventes plus grandes que d'habitude aux filatures ce qui serait dû aux prévisions d'une récolte plus petite et à une pénurie des qualités désirables. Les demandes sont plutôt nombreuses dans la plus grande partie de la Caroline pour les qualités moyennes et supérieures mais continuent à être lentes. On signale que les livraisons sont à peu près également réparties entre les expéditions comptant et à terme.

Bombay 4 (S. Privé) Le marché du coton a été faible et incolore durant la semaine écoulée, avec quelque mouvement étroit dans toute la liste.
Les filatures furent des acheteurs modérés en coton disponible avec une base pour le Sina et le Pendjab soutenu, et les vendeurs furent plus hésitants en vue de l'estimation réduite de la récolte de Sind.
Les filateurs ont reçu une bonne quantité d'allocations de Guiza « 7 » du pool gouvernemental.
La cueillette du Sind est décevante et les estimations actuelles indiquent 325.000 à 340.000 balles de longues fibres contre 422.000 balles l'année dernière, alors que les dégâts causés par les grosses pluies de la semaine précédente dans les districts de Broach, Surat et Donbha, ne sont pas encore évalués.
Partout ailleurs, le progrès est plus ou moins satisfaisant.

CEREALES
Chicago, 3 (Service Privé). — Les céréales faiblissent sur des ventes en couverture accrues et des prises de bénéfices provoquées par l'avance de la veille et par la diminution de la demande de fourrage et la continuation du temps favorable.

OR ET ARGENT
Bombay 4 (S. Privé) — Les cours sont plus bas à la suite d'un rapport de New-York touchant le bon soutien de la sterling.

SOCIETE D'AVANCES COMMERCIALES
GRAPHITE NATUREL en POUFRE
Tamis 85 en sacs DOUBLES de 45 kgs.
Qualité et prix défiant toute concurrence.
Pour renseignements et commandes :
I. HODARA
14 rue Antikhana Tél. 58144 — Le Caire

CE SOIR
au Cinéma LA GAITE
Ibrahimiéh - Ramleh
Tél.: 25225.
FOUR JILLS IN A JEEP
avec
ALICE FAYE
BETTY GRABLE
CARMEN MIRANDA
Au même programme:
UNITED WE STAND
Ce Cinéma est désinfecté par l'I.C.I.

SI VOUS voulez vous assurer des représentations à l'étranger...
L'OFFICE DE RELATIONS COMMERCIALES
vous mettra en relations avec toutes les Maisons étrangères désireuses d'étendre leurs affaires à l'étranger.
L'activité de l'Office revêt les formes suivantes : Renseignements commerciaux, Informations générales, Débouchés commerciaux et statistiques, Recouvrements de créances, Enregistrements de marques de fabriques, Propriété et Publicité.
OFFICE DE RELATIONS COMMERCIALES
Siège : 2, rue Bahier. Le Caire
Bureau d'Alexandrie : 5, Bld. S. Zaghloul
R.C. No. 19342 - Caire, No. 16 Alexandrie

IMPOTS - COMPTABILITE
R. AURITANO
EXPERT - SYNDIC
3, rue des Pyramides
B.P. 1443
Tél. 24147
Correspondant au Caire :
Dr. A.N. BUSNACH
Es - Sciences
Economiques et Commerciales

ETABLISSEMENTS IDEAL
J. L. ANGELOGLIOU & Co.
15, Rue GALAL
Tél.: 42532
LE CAIRE
Spécialistes pour les TUBES DE PAPIER A CIGARETTES
bout doré laminé, bout or bruni ou simple
ETIQUETTES EN GAUFRAGE
papier doré, simple, chromo, etc.
ROULEAUX DE PAPIER GOMME "IDEAL"
le plus pratique et le plus résistant pour toutes sortes d'emballages.

LA TENSION EN PALESTINE

Londres, 5 (R.). — « Les Arabes avisent : la guerre, si de nouveaux Juifs entrent en Palestine » met en manchette aujourd'hui le «Daily Mail» qui consacre son article de fond à la déclaration faite hier par Abdel Rahman Azzam bey.
Les autres journaux britanniques consacrent également leurs articles de fond à la tension en Palestine.
Un reporter du «Daily Mail» dit qu'après la conférence de presse d'Azzam bey, à la légation libanaise, un fonctionnaire le prit de côté et lui dit : « Nous avons toutes les armes dont nous avons besoin. Nous avons ce que la VIIIème armée britannique a

laissé dans le désert — des tonnes d'obus et des centaines de canons, suffisamment de transports pour une armée, des fusils et des millions de cartouches.
L'ancien maire p.i. de Jérusalem, Daniel Auster, a dit au « News Chronicle » hier soir : « Si, comme on le dit, le gouvernement britannique autorise seulement une poignée de Juifs à entrer en Palestine, il y aura des histoires. En Palestine, les Juifs connaissent la situation. Ils ne souhaitent que vivre en paix mais sans aucun doute, les rumeurs qu'il y a des armes cachées dans le pays sont vraies ».

L'avenir des relations Egypto-Anglaises

Londres 5 (R) L'avenir des relations entre l'Egypte et l'Angleterre font l'objet d'une lettre de Abdel Meguid Omar Pacha, publiée dans le journal conservateur « Daily Telegraph ».
Observant que le moment semble propice pour considérer la question, Omar Pacha écrit :
« La présence d'une armée britannique en Egypte est réellement inutile, et donne l'impression que l'Egypte n'est pas indépendante.
Ceci est une tâche douloureuse pour la nation égyptienne.
Une impression très favorable serait créée si l'armée se retirait sans attendre, un nouveau traité.

Il faut souligner que l'Egypte a le droit sur tout ce qu'elle réclame des eaux du Nil, et que le Soudan est considéré comme faisant partie de l'Egypte et de laquelle il ne peut être séparé.
J'ai grand espoir sur l'esprit amical et la bienveillance du Gouvernement Britannique, que nos aspirations nationales seront satisfaites.
L'Egypte continuera à être, comme elle le fut toujours, un ami loyal de la Grande Bretagne.
Nous sommes le trait d'union entre l'Occident et l'Orient, et sûrement c'est l'intérêt de la Grande Bretagne que notre amitié soit sur une base équitable.

NORWICH UNION
FIRE INSURANCE SOCIETY Ltd.
FOUNDED 1797 SECURITY LST. 50.000.000
MARINE
Underwriting Agents:
RAOUL RICHES BROTHERS
17, RUE CHERIF PACHA — ALEXANDRIA
Telephones: 24792 - 24739 - 27792